



19 déc 2025 -18:32

Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 19 décembre 2025, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Service Rédaction
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
<https://chancellerie.belgium.be>
cmr@news.belgium.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Fixation des frais d'administration pour les « Trajets retour au travail » pour les travailleurs salariés en 2026

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant le montant des frais d'administration attribués aux organismes assureurs pour l'année 2026 en vue de la préparation et de la mise en œuvre des « Trajets retour au travail » dans le cadre de l'assurance indemnités des travailleurs salariés.

Le projet d'arrêté royal fixe le montant des frais d'administration pour l'année 2026 à 8.595.000 euros, dans le régime des travailleurs salariés.

Le projet est soumis à la signature du Roi.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté

Rue de la Loi 23

1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Prolongation de la solution temporaire pour le stockage des drogues

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation de la solution temporaire pour le stockage des drogues.

Le Conseil des ministres approuve la prolongation de la concession au bénéfice de l'Administration générale des Douanes et Accises ainsi que la poursuite de l'utilisation du contrat de surveillance concerné conclu par la Défense pour la période allant du 1er janvier 2026 jusqu'à, au plus tard, la mi-2027. Le soutien supplémentaire apporté à l'Administration générale des Douanes et Accises via le contrat concerné de la Défense, pourra être considéré comme une circonstance imprévisible pour le pouvoir adjudicateur.

L'impact budgétaire, d'un montant maximal de 4 millions d'euros, sera absorbé dans le cadre de l'enveloppe consacrée à la sécurité interne du ministère de la Défense. Les autres coûts seront pris en charge par le SPF Finances. La ministre chargée de la Régie des bâtiments est explicitement chargée de l'acquisition et de l'installation du nouveau site prévu au bénéfice de l'Administration générale des Douanes et Accises, et ce avec la priorité nécessaire, afin qu'il puisse être mis à disposition au plus tard à la mi-2027.

Si cela n'est pas réalisable, et compte tenu de la gravité de la problématique ainsi que de la nécessité absolue pour l'Administration générale des Douanes et Accises d'assurer la continuité de ses missions, une alternative doit en tout cas être prévue, respectant les mesures de sécurité nécessaires, et ce au plus tard le 1er janvier 2027.

Compte tenu du fait que la collaboration avec la Défense a démontré une réelle valeur ajoutée, tant pour l'utilisation du domaine militaire que pour le recours au contrat de sécurité, il est demandé au ministre de la Défense d'examiner si cette collaboration, sous sa forme actuelle, pourrait éventuellement se poursuivre après la mi-2027. La police de la navigation continuera à assurer la patrouille du périmètre extérieur.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



Jan Jambon, Vice-premier ministre et ministre des Finances et
des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des
Institutions culturelles fédérales
Rue de la Loi 12
1000 Bruxelles
Belgique
<https://jambon.belgium.be>
info@kcfm.be

Caroline Dujacquier
Porte-parole (FR)
caroline.dujacquier@kcfm.be

Pol Van Den Driessche
Porte-parole (NL)
+32 474 97 04 19
pol.vandendriessche@kcfm.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Fixation des frais d'administration pour les « Trajets retour au travail » pour les travailleurs indépendants en 2026

Sur proposition de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant le montant des frais d'administration attribués aux unions nationales pour l'année 2026 en vue de la préparation et de la mise en œuvre des « Trajets retour au travail » dans le cadre de l'assurance indemnités en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

Le projet d'arrêté royal fixe le montant des frais d'administration pour l'année 2026 à 872.000 euros, dans le régime des travailleurs indépendants.

Le projet est soumis à la signature du Roi.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Éléonore Simonet, ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME
Rue Ducale 61
1000 Bruxelles
Belgique
<https://simonet.belgium.be>
info@simonet.belgium.be

Pauline Biévez
Porte-parole (FR)
+32 477 38 45 01
pauline.bievez@simonet.belgium.be

Ortwin De Vliegheer
Porte-parole (NL)
+32 475 90 43 08
ortwin.devliegheer@simonet.belgium.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Augmentation de l'engagement budgétaire pour l'exécution d'un marché du Centre pour la Cybersécurité Belgique

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'augmentation de l'engagement budgétaire pour l'exécution de la totalité de la tranche ferme du marché relatif à la gestion d'un portefeuille d'abonnements à des flux de renseignements sur les cybermenaces pour le Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB), dès le 1er janvier 2026.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Bart De Wever, Premier ministre
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
<https://premier.be>
contact@premier.be

Anne LaureMouligneaux
Porte-parole (FR)
anne-laure.mouligneaux@premier.be

PhilippeKerckaert
Porte-parole (NL)
philippe.kerckaert@premier.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Réforme de la Commission fédérale de contrôle – Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi relatif à l'évaluation et au renforcement de la Commission fédérale de contrôle.

L'avant-projet de loi qui a été adapté à l'avis du Conseil d'État et de l'Autorité de protection des données, vise à modifier la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé afin d'améliorer et simplifier les procédures devant la Commission fédérale de contrôle, d'élargir les moyens de constatation des inspecteurs attachés à la Commission fédérale de contrôle et d'étendre les compétences de la Commission fédérale de contrôle aux infractions aux législations qui encadrent la pratique des professions de soins de santé (loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, et loi « médecine esthétique » du 23 mai 2013).

L'avant-projet vise également à améliorer le respect du cadre légal en instaurant un système d'amendes administratives supplétives aux poursuites judiciaires.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté
Rue de la Loi 23
1040 Bruxelles
Belgique
<https://vandenbroucke.belgium.be>
info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge
Porte-parole (FR)
+32 479 15 67 58
Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman
Porte-parole (NL)
+32 476 28 83 13
arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse
Porte-parole (NL)
+32 496 47 44 87
billy.buyse@vandenbroucke.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Fonction publique : réduction du nombre maximum d'absences d'un jour pour maladie sans certificat médical

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat concernant le certificat médical.

Le projet d'arrêté royal vise à rétablir à deux par année civile le nombre maximum d'absences d'un jour pour maladie sans certificat médical des fonctionnaires employés au sein de la fonction publique administrative fédérale.

Cette mesure est prise en exécution de l'accord de coalition. Cette modification réglementaire permettra aux employés du secteur privé et au personnel contractuel et statutaire employé au sein de la fonction publique administrative fédérale d'être traités de manière égale en la matière.

Le projet est soumis à la négociation syndicale et sera ensuite transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Vanessa Matz, ministre l'Action et de la Modernisation
publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction
publique, de la Gestion immobilière de l'Etat, du Numérique
et de la Politique scientifique
Avenue de la Toison d'Or 87
1000 Bruxelles
Belgique
<https://matz.belgium.be>
info@matz.fed.be

Delara Pouya
Porte-parole (FR)
+32 474 05 63 60
delara.pouya@matz.fed.be

Bart Tierens
Porte-parole (NL)
+32 494 48 85 71
bart.tierens@matz.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Intégration du pouvoir législatif dans le régime des accidents du travail du secteur public

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal visant à intégrer l'entièreté du pouvoir législatif dans le régime des accidents du travail du secteur public.

A l'heure actuelle, les assemblées législatives et la grande majorité de leurs « institutions collatérales » ne sont pas couvertes par le régime des accidents du travail du secteur public. En effet, la loi du 3 juillet 1967 manque d'une base légale solide pour pouvoir être rendue applicable à l'entièreté du pouvoir législatif, tant fédéral que fédéré. Cette situation engendre en pratique des disparités dans le traitement des accidents du travail au sein des services relevant du pouvoir législatif.

La Conférence des présidents des assemblées parlementaires souhaite mettre fin à cette situation et faire en sorte que l'ensemble du pouvoir législatif soit soumis au régime prévu par la loi du 3 juillet 1967.

L'avant-projet de loi et le projet d'arrêté royal visent à répondre à cette demande, en deux temps :

- d'abord, inclure expressément l'entièreté du pouvoir législatif, tant fédéral que fédéré, dans le champ d'application de la loi du 3 juillet 1967
- ensuite, rendre la loi du 3 juillet 1967 applicable aux services du pouvoir législatif (assemblées législatives et leurs services sans personnalité juridique propre) et aux personnes morales de droit public relevant du pouvoir législatif

L'avant-projet de loi est soumis à la négociation syndicale. Les deux projets seront ensuite transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

Projet d'arrêté royal relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des services du pouvoir législatif et des personnes morales de droit public qui en relèvent, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail



Vanessa Matz, ministre l'Action et de la Modernisation
publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction
publique, de la Gestion immobilière de l'Etat, du Numérique
et de la Politique scientifique
Avenue de la Toison d'Or 87
1000 Bruxelles
Belgique
<https://matz.belgium.be>
info@matz.fed.be

Delara Pouya
Porte-parole (FR)
+32 474 05 63 60
delara.pouya@matz.fed.be

Bart Tierens
Porte-parole (NL)
+32 494 48 85 71
bart.tierens@matz.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Fonction publique : marché public pour des déplacements professionnels à l'étranger

Sur proposition de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif aux services d'agence de voyage pour les déplacements professionnels à l'étranger pour les membres du personnel des services publics fédéraux.

Il s'agit d'un nouvel accord-cadre pluriannuel de quatre ans qui sera passé par la centrale d'achat FORCMS du SPF BOSA, via une procédure ouverte.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Vanessa Matz, ministre l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'Etat, du Numérique et de la Politique scientifique
Avenue de la Toison d'Or 87
1000 Bruxelles
Belgique
<https://matz.belgium.be>
info@matz.fed.be

Delara Pouya
Porte-parole (FR)
+32 474 05 63 60
delara.pouya@matz.fed.be

Bart Tierens
Porte-parole (NL)
+32 494 48 85 71
bart.tierens@matz.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Dossiers concernant la Régie des bâtiments

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur quatre dossiers relatifs à la Régie des bâtiments.

Il s'agit des dossiers suivants :

- la passation d'un marché temporaire de gardiennage pour le bâtiment Gutenberg à Forest, pour une durée de sept mois
- la conclusion d'une nouvelle convention avec l'asbl Smals pour l'hébergement des serveurs de stockage du registre national (SPF Intérieur) dans le centre de données Up-Site, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030
- la conclusion d'un contrat de location avec l'administration de la ville de Lokeren pour une partie du bâtiment situé Markt 8, pour l'hébergement de la Justice de paix (SPF Justice)
- la prolongation du contrat de location du bâtiment sis rue de la Régence 61-63 à Bruxelles pour les besoins du SPF Justice

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Vanessa Matz, ministre l'Action et de la Modernisation
publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction
publique, de la Gestion immobilière de l'Etat, du Numérique
et de la Politique scientifique
Avenue de la Toison d'Or 87
1000 Bruxelles
Belgique
<https://matz.belgium.be>
info@matz.fed.be

Delara Pouya
Porte-parole (FR)
+32 474 05 63 60
delara.pouya@matz.fed.be

Bart Tierens
Porte-parole (NL)
+32 494 48 85 71
bart.tierens@matz.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Couverture budgétaire missions de gestion civile 2025

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la planification indicative relative aux missions de gestion civile pour 2025 et a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à leur couverture budgétaire.

Plus concrètement, la participation de la Belgique est confirmée dans le cadre de la provision interdépartementale gestion de crise civile pour :

- les missions de l'OSCE existantes en Moldavie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo auxquelles la Belgique n'a pas encore pris part
- les Hybrid Rapid Response Teams, un nouveau format de réponse de crise de l'UE auxquelles la Belgique n'a pas encore participé

Le projet d'arrêté royal est soumis à la signature du Roi.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Maxime Prévot, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement
Rue des Petits Carmes 15
1000 Bruxelles
Belgique
<https://prevot.belgium.be>
info.prevot@diplobel.fed.be

Audrey Jacquiez
Porte-parole (FR)
+32 497 16 18 61
audrey.jacquiez@diplobel.fed.be

Laurens Soenen
Porte-parole (NL)
+ 32 471 30 11 90
laurens.soenen@diplobel.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Plan d'action fédéral pour la simplification administrative 2025-2029

Sur proposition du ministre chargé de la Simplification administrative Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le plan d'action fédéral pour la simplification administrative pour la législature 2025-2029.

Un gouvernement qui fait preuve de détermination et qui est doté de services efficaces peut faire la différence. La qualité de ces services doit faire l'objet d'une recherche permanente d'amélioration. Une amélioration dont la simplification administrative est l'un des éléments clés.

Dans ce contexte et en exécution de l'accord de gouvernement et de la note de politique générale du ministre chargé de la Simplification administrative, le plan fédéral pour la simplification administrative 2025-2029 a été présenté.

Le plan reprend une liste de 78 projets sélectionnés après concertation avec les ministres, les départements et les autres parties concernées. L'exécution des projets issus du plan ainsi approuvé relève des ministres compétents. L'Agence pour la simplification administrative du SPF BOSA assurera, en collaboration avec les administrations concernées, le suivi et l'évaluation des réalisations, sur la base de fiches de projet. Le plan fera l'objet d'une mise à jour annuelle, présentée au Conseil des ministres.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Vincent Van Peteghem, Vice-premier ministre et ministre du Budget, chargé de la Simplification administrative
Rue des Colonies 11, 2ième étage
1000 Bruxelles
Belgique
<https://vanpeteghem.belgium.be>
hallo@vincent.fed.be

Laura Mahieu
Porte-parole
laura.mahieu@vincent.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Réduction de la cotisation pension de base des administrations provinciales et locales pour l'année 2026

Sur proposition du ministre des Pensions Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la réduction de la cotisation pension de base au fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales pour l'année 2026.

Conformément à la loi du 24 octobre 2011, une partie du taux de cotisation pension de base dû par les administrations qui, au 31 décembre 2011, étaient affiliées au régime commun de pension des pouvoirs locaux (ex-pool 1), peut être couverte par une intervention du fonds de réserve de ce régime de pension.

Pour chacune des années de 2018 à 2024 inclus, une réduction de 3 % du taux de cotisation pension de base a déjà été accordée à charge du fonds de réserve.

Le projet d'arrêté royal propose d'accorder cette même réduction de 3 % du taux de cotisation pension de base pour l'année 2026.

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

Projet d'arrêté royal portant exécution pour l'année 2026 de l'article 16, alinéa 1er, 2), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



Jan Jambon, Vice-premier ministre et ministre des Finances et
des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des
Institutions culturelles fédérales
Rue de la Loi 12
1000 Bruxelles
Belgique
<https://jambon.belgium.be>
info@kcfm.be

Caroline Dujacquier
Porte-parole (FR)
caroline.dujacquier@kcfm.be

Pol Van Den Driessche
Porte-parole (NL)
+32 474 97 04 19
pol.vandendriessche@kcfm.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Transfert de la commission des jeux de hasard au SPF Économie - Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval et de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi visant à transférer la commission des jeux de hasard et la compétence en matière de jeux de hasard au ministre de l'Économie et au SPF Économie.

Les jeux de hasard relèvent actuellement de la compétence du ministre de la Justice. Cependant, ils ne représentent plus seulement un enjeu d'ordre public, ils constituent un véritable secteur économique avec des intérêts économiques majeurs. La régulation est donc nécessaire pour assurer une concurrence équitable ainsi qu'une protection efficace des joueurs.

Pour réaliser le transfert, l'avant-projet de loi, après l'avis du Conseil d'État, modifie la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs principalement de manière à remplacer les mentions du SPF Justice par le SPF Économie et du ministre de la Justice par le ministre de l'Économie.

L'avant-projet est soumis à la signature du Roi en vue du dépôt à la Chambre des représentants.

Avant-projet de loi portant modifications de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs en vue de transférer la commission des jeux de hasard et la compétence en matière de jeux de hasard au service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

David Clarinval, Vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et de l'Agriculture
Rue Ducale 61
1000 Bruxelles
Belgique
<https://clarinval.belgium.be>
info@clarinval.belgium.be

Caroline Dubois
Porte-parole (FR)
+32 471 81 84 00
caroline.dubois@clarinval.belgium.be

Koen Peumans
Porte-parole (NL)
+32 473 81 11 06
koen.peumans@clarinval.belgium.be



Annelies Verlinden, ministre de la Justice, chargée de la Mer
du Nord

FINTO

Boulevard du Jardin Botanique 50/65 - 6ème étage

1000 Bruxelles

Belgique

<https://verlinden.belgium.be>

info@verlinden.belgium.be

Nick Gyselinck

Porte-parole

press@verlinden.belgium.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Protocole avec le Vietnam en vue de renforcer la coopération internationale en matière fiscale

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à un protocole avec le Vietnam en matière fiscale.

Le protocole vise à aligner l'article 26 de la convention actuelle, relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale, sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Cet alignement, qui prévoit l'échange de renseignements bancaires, s'inscrit dans un processus mondial de renforcement de la coopération internationale en matière fiscale.

L'avant-projet est soumis à la signature du Roi en vue de son dépôt devant la Chambre des représentants.

Avant-projet de loi portant assentiment au protocole, fait à Hanoï le 12 mars 2012, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole, signés à Hanoï, le 28 février 1996

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Maxime Prévot, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement
Rue des Petits Carmes 15
1000 Bruxelles
Belgique
<https://prevot.belgium.be>
info.prevot@diplobel.fed.be

AudreyJacquiez
Porte-parole (FR)
+32 497 16 18 61
audrey.jacquiez@diplobel.fed.be

Laurens Soenen
Porte-parole (NL)
+ 32 471 30 11 90
laurens.soenen@diplobel.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Accord européen de protection des investissements avec Singapour et le Vietnam

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi portant assentiment à l'accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et respectivement Singapour et le Vietnam, d'autre part.

L'UE a convenu avec Singapour et le Vietnam de protéger les investissements de part et d'autre en :

- ne discriminant pas les investissements se trouvant dans des situations similaires
- traitant les investissements étrangers de manière juste et équitable
- interdisant l'expropriation des investissements, sauf dans certains cas précis
- permettant le transfert et le rapatriement gratuits des fonds liés à un investissement, tout en permettant aux deux parties d'appliquer des lois d'une manière équitable et non discriminatoire
- indemnisant les investisseurs de manière non discriminatoire si leurs investissements subissent des pertes en temps de guerre ou de conflit

L'accord contient en outre un mécanisme de règlement des différends qui vise à ce que les règles de protection des investissements soient effectivement respectées.

Les avant-projets sont transmis pour avis au Conseil d'État.

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



Maxime Prévot, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement

Rue des Petits Carmes 15

1000 Bruxelles

Belgique

<https://prevot.belgium.be>

info.prevot@diplobel.fed.be

AudreyJacquiez

Porte-parole (FR)

+32 497 16 18 61

audrey.jacquiez@diplobel.fed.be

Laurens Soenen

Porte-parole (NL)

+ 32 471 30 11 90

laurens.soenen@diplobel.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Accord-cadre européen de partenariat et de coopération avec la Malaisie et la Thaïlande

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi portant assentiment à l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Malaisie et la Thaïlande, d'autre part.

L'accord-cadre contient des engagements juridiquement contraignants qui sont au cœur de la politique étrangère de l'UE, notamment des dispositions relatives aux droits humains, à la non-prolifération des armes de destruction massive, à la lutte contre le terrorisme, à la Cour pénale internationale, à la migration et à la fiscalité.

L'accord élargit considérablement le champ de l'engagement mutuel dans plusieurs domaines, notamment le commerce, la justice et les affaires intérieures, les services financiers, la cybersécurité, les technologies vertes, l'environnement et les ressources naturelles, l'énergie, les transports, les sciences et les technologies, l'emploi et les affaires sociales, la gestion des catastrophes, l'éducation et la culture, l'agriculture et la pêche, la santé, etc.

L'accord est valable pour une durée de 5 ans et est automatiquement prorogé pour des périodes successives d'un an, à moins qu'une des parties ne s'y oppose. Un Comité mixte est créé afin de veiller au bon fonctionnement et à la bonne exécution de l'accord.

Les avant-projets sont transmis pour avis au Conseil d'État.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Maxime Prévot, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement
Rue des Petits Carmes 15
1000 Bruxelles
Belgique
<https://prevot.belgium.be>
info.prevot@diplobel.fed.be

AudreyJacquiez
Porte-parole (FR)
+32 497 16 18 61
audrey.jacquiez@diplobel.fed.be

Laurens Soenen
Porte-parole (NL)
+ 32 471 30 11 90
laurens.soenen@diplobel.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Rénovation de la Tour du Midi

Sur proposition du ministre des Pensions Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le projet de rénovation de la Tour du Midi à Bruxelles et a pris acte de la nature et des raisons du projet, ainsi que de l'actualisation du budget et du planning.

Le 31 décembre 2007, l'ONSS est devenu le propriétaire effectif de la Tour du Midi et le Service fédéral des Pensions (SFP) est devenu l'emphytéote.

L'accord de gouvernement prévoit que, sur la base de l'étude préliminaire déjà réalisée, la Tour du Midi sera rénovée en profondeur afin d'éliminer les risques actuels en matière de sécurité et de répondre aux normes énergétiques incluses dans le Plan national Energie-Climat. Cette rénovation tiendra compte de l'application des nouvelles façons de travailler NWOW (New Ways of Working). La rénovation sera entièrement financée par les réserves de la Gestion Globale des employés. Des synergies seront recherchées pour l'utilisation des étages libérés après la rénovation avec d'autres Institutions publiques de sécurité sociale (IPSS) et la Régie des bâtiments.

Sur cette base, le SFP a chargé le bureau d'études B2AI d'examiner les modalités d'une relance rapide du projet. Cette démarche visait à identifier les ajustements nécessaires en matière de planification et de budget, et à réévaluer l'étude préalable.

Le SFP a approfondi l'examen des synergies potentielles avec d'autres institutions publiques de sécurité sociale (IPSS). Parmi les occupants potentiels, FEDRIS et SMALS apparaissent comme des candidats à la fois intéressés et crédibles. Il convient toutefois de souligner que l'installation de FEDRIS est conditionnée par l'aménagement d'un laboratoire ainsi que de plusieurs cabinets médicaux.

Un nouveau planning des travaux, qui s'étend jusqu'en 2031, a également présenté.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



Jan Jambon, Vice-premier ministre et ministre des Finances et
des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des
Institutions culturelles fédérales
Rue de la Loi 12
1000 Bruxelles
Belgique
<https://jambon.belgium.be>
info@kcfm.be

Caroline Dujacquier
Porte-parole (FR)
caroline.dujacquier@kcfm.be

Pol Van Den Driessche
Porte-parole (NL)
+32 474 97 04 19
pol.vandendriessche@kcfm.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal accordant une aide financière aux communes et organisations pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour l'année 2025.

Au total, pour l'année 2025, une intervention a été octroyée à 78 communes et/ou organisations. Le montant total des subventions se chiffre à 8.905.102,69 euros.

Sous réserve des crédits disponibles, le versement des allocations dues est réalisé selon un système d'avance/de solde dont le pourcentage est calculé selon une base annuelle.

Une avance de 80 % de cette allocation sera versée annuellement aux communes et/ou organisations concernées. Le solde de 20 % sera versé l'année suivante, après le contrôle des dépenses déclarées par les organismes et la clôture du décompte annuel définitif.

Le projet est soumis à la signature du Roi.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Annelies Verlinden, ministre de la Justice, chargée de la Mer
du Nord
FINTO
Boulevard du Jardin Botanique 50/65 - 6ème étage
1000 Bruxelles
Belgique
<https://verlinden.belgium.be>
info@verlinden.belgium.be

Nick Gyselinck
Porte-parole
press@verlinden.belgium.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Contrôle obligatoire des pulvérisateurs

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal concernant le contrôle obligatoire des pulvérisateurs.

Depuis 1995, les pulvérisateurs doivent être soumis à un contrôle technique triennal. Ce contrôle est actuellement réglementé par l'arrêté royal du 13 mars 2011. Le 1er janvier 2026 commencera le 11e cycle de contrôle. À cette occasion, l'arrêté royal du 13 mars 2011 doit être adapté afin de prendre en compte l'évolution du parc des pulvérisateurs ainsi que les difficultés pratiques rencontrées par les organismes de contrôle. A cette fin, le projet de modification de l'arrêté royal du 13 mars 2011 a été élaboré.

Les rétributions du contrôle des pulvérisateurs, tâche déléguée aux services de contrôle ILVO et CRA-W, sont fixées dans l'arrêté royal relatif aux rétributions du 10 novembre 2005. Le projet de modification de cet arrêté vise à plafonner le montant à payer en cas d'absence au contrôle. Ces deux projets d'arrêté royal doivent donc être considérés comme un tout indissociable.

Les projets sont transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

David Clarinval, Vice-premier ministre et ministre de l'Emploi,
de l'Economie et de l'Agriculture
Rue Ducale 61
1000 Bruxelles
Belgique
<https://clarinval.belgium.be>
info@clarinval.belgium.be

Caroline Dubois
Porte-parole (FR)
+32 471 81 84 00
caroline.dubois@clarinval.belgium.be

Koen Peumans
Porte-parole (NL)
+32 473 81 11 06
koen.peumans@clarinval.belgium.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Augmentation de la contribution de l'ONEM pour le financement des vacances annuelles des ouvriers - Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval et du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi visant à l'augmentation de la contribution de l'ONEM à l'ONVA de 6 % à 10 % pour le financement des vacances annuelles des ouvriers.

L'avant-projet vise l'augmentation structurelle à 10 % de l'actuelle cotisation de 6 % sur le montant des indemnités de chômage payées pour le chômage temporaire à la suite de causes économiques, que l'Office national de l'emploi (ONEM) verse à l'Office national des vacances annuelles (ONVA).

L'avant-projet, adapté à l'avis du Conseil d'Etat, doit produire ses effets le 1er janvier de l'année de vacances 2026, sur la base des données relatives à l'exercice de vacances 2025. Il est soumis à la signature du Roi en vue de son dépôt à la Chambre des représentants.

Avant-projet de loi portant modification de l'article 18, § 3, alinéa 2, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

David Clarinval, Vice-premier ministre et ministre de l'Emploi,
de l'Economie et de l'Agriculture
Rue Ducale 61
1000 Bruxelles
Belgique
<https://clarinval.belgium.be>
info@clarinval.belgium.be

Caroline Dubois
Porte-parole (FR)
+32 471 81 84 00
caroline.dubois@clarinval.belgium.be

Koen Peumans
Porte-parole (NL)
+32 473 81 11 06
koen.peumans@clarinval.belgium.be





Frank Vandebroucke, Vice-premier ministre et ministre des
Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte
contre la pauvreté

Rue de la Loi 23

1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Augmentation de la quote-part personnelle des médicaments dans les hôpitaux psychiatriques

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant la quote-part personnelle dans les hôpitaux psychiatriques.

Ce projet d'arrêté royal vise à augmenter la quote-part personnelle des médicaments pour les bénéficiaires hospitalisés dans les hôpitaux psychiatriques et à intégrer cette mesure dans l'arrêté royal du 7 mai 1991. La quote-part personnelle passe ainsi de 0,80 euro à 0,91 euro par jour d'hospitalisation.

En outre, plusieurs arrêtés royaux sont actualisés, les références à la législation obsolète et les termes législatifs étant remplacés.

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Projet d'arrêté royal modifiant diverses dispositions relatives à la part personnelle des bénéficiaires

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté
Rue de la Loi 23
1040 Bruxelles
Belgique
<https://vandenbroucke.belgium.be>
info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge
Porte-parole (FR)
+32 479 15 67 58
Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman
Porte-parole (NL)
+32 476 28 83 13
arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse
Porte-parole (NL)
+32 496 47 44 87
billy.buyse@vandenbroucke.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Facturation des suppléments d'honoraires pour les soins ambulatoires pour les praticiens de l'art dentaire

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant l'interdiction des suppléments d'honoraires pour les soins de santé effectués par des praticiens de l'art dentaire aux bénéficiaires de l'intervention majorée.

La loi du 29 novembre 2022 instaure une interdiction à facturer des suppléments d'honoraires aux bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance lors de la dispensation de soins ambulatoires. L'entrée en vigueur de cette loi requiert un arrêté royal fixant les modalités de sa mise en œuvre. L'arrêté royal du 17 mars 2024 prévoit une mise en œuvre progressive. Depuis le 1er janvier 2025, l'interdiction de facturation de suppléments d'honoraires s'applique aux prestations de l'article 5 de la nomenclature qui ont été revalorisées depuis 2022 ainsi qu'à l'ensemble de la rubrique des « traitements préventifs ». Pour la deuxième étape, à partir du 1er juillet 2026, l'interdiction s'appliquera pour toutes les prestations de l'article 5 de la nomenclature des soins de santé.

Le projet d'arrêté royal prévoit une modification de l'annexe de l'arrêté royal du 17 mars 2024. En effet, l'arrêté royal du 24 janvier 2025 a introduit de nouveaux codes de nomenclature pour les prothèses dentaires amovibles jusqu'à l'âge de 19 ans, conformément à la nomenclature applicable aux adultes. Actuellement, l'annexe de l'arrêté royal du 17 mars 2024 ne mentionne que les anciens codes de nomenclature pour ces prothèses, qui ne sont plus en vigueur. Cette modification permettra d'harmoniser la réglementation. Par ailleurs, les éditeurs de logiciels ont déjà intégré ces nouveaux codes.

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 mars 2024 portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 novembre 2022 portant des dispositions diverses en matière de soins de santé, relatif à l'application de l'interdiction des suppléments d'honoraires pour les soins de santé effectués par des praticiens de l'art dentaires aux bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



Frank Vandebroucke, Vice-premier ministre et ministre des
Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte
contre la pauvreté

Rue de la Loi 23

1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur une série de dossiers de marchés publics pour la Défense.

Il s'agit des dossiers suivants :

- le renouvellement du support et de l'exploitation de la suite logicielle *Tactical Assault Kit*, passé via *Foreign Military Sales* par le *Belgian Military Supply Office*
- la fourniture d'abonnements et cartes SIM aux unités opérationnelles, de formation, d'infrastructure et corporate, ainsi qu'un APN (Access Point Name) pour leurs besoins opérationnels
- la participation de la Défense belge au deuxième satellite du programme LuxGovSat 2
- la conclusion d'un accord-cadre avec un participant pour le soutien logistique des tourelleaux, y compris l'achat d'un stock initial de pièces de rechange
- l'achat ponctuel via la *NATO Support and Procurement Agency* de matériel en complément des modules Role 2 existants pour la mise en place de deux Role 2 Forward médico-chirurgicaux
- l'acquisition en *Foreign Military Sales* via le *Belgian Military Office* de leurres radar tractés au profit de la flotte F-35A
- l'acquisition, dans le cadre de l'accord BeNeSam, de robots d'intervention Light, couplé à un contrat de maintenance au profit de la Défense et l'Ukraine

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Theo Francken, ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur
Rue Lambermont 8
1000 Bruxelles
Belgique
<https://francken.belgium.be>
kabinet.francken@mil.be

Jan Van Camp
Porte-parole
+32 470 59 84 43
jan.vancamp@mil.be

KaatjeNatens
Porte-parole
+32 473 80 07 33
kaatje.natens@mil.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Instauration d'un service de signatures électroniques qualifiées

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin et de la ministre chargée du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à mettre en place un nouveau service de signatures électroniques qualifiées basé sur l'émission de certificats à distance.

Ce projet a pour objectif d'offrir aux citoyens, via les autorités fédérales, un service de signature électronique qualifiée complémentaire au système existant. Aujourd'hui, la signature électronique qualifiée repose sur un certificat intégré à la carte d'identité électronique (eID). Le nouveau service repose quant à lui sur des certificats émis et gérés à distance au moyen d'une infrastructure sécurisée placée sous le contrôle de l'administration fédérale.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la révision du règlement européen eIDAS, qui renforce les règles applicables aux technologies utilisées pour les signatures électroniques qualifiées. À la suite de ces changements, certains dispositifs actuellement reconnus comme qualifiés ne le seront plus après les périodes transitoires prévues, à partir de mai 2026 et de mai 2027. En outre, les nouvelles règles limitent la durée de validité de ces dispositifs à cinq ans, alors que la carte eID reste valable dix ans, ce qui rend nécessaire une adaptation du système actuel.

L'avant-projet de loi propose dès lors une solution centralisée et sécurisée : la signature électronique qualifiée à distance. Celle-ci permet d'utiliser des certificats qualifiés générés et conservés à distance, sans dépendre de la puce de la carte eID, tout en respectant pleinement les exigences européennes en matière de sécurité.

Dans un premier temps, ce nouveau service sera proposé en priorité aux personnes concernées par les évolutions introduites par la révision du règlement eIDAS. Les autres citoyens pourront continuer à utiliser leur certificat existant, tout en ayant la possibilité de recourir au nouveau système. À terme, une transition progressive vers cette solution est envisagée.

L'objectif principal de cet avant-projet de loi est de rendre ce service de signature électronique qualifiée à distance accessible aux citoyens. En parallèle, pour l'utilisation de la signature électronique qualifiée dans un cadre professionnel, la ministre chargée du Numérique est chargée de mener une réflexion approfondie, en concertation avec les institutions fédérales concernées et avec l'appui du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur. Cette réflexion vise à définir les conditions nécessaires à la mise en place d'une signature professionnelle qualifiée, uniforme et efficace, destinée aux fonctionnaires fédéraux, aux membres de l'Ordre judiciaire ainsi qu'aux services de police fédérale et locale, en concertation avec le ministre de la Justice.



L'avant-projet de loi est transmis pour avis au Conseil d'État, à l'Autorité de protection des données, au Collège des procureurs généraux et au Collège des cours et tribunaux.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Bernard Quintin, ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
chargé de Beliris
Rue de la Loi 2
1000 Bruxelles
Belgique
<https://quintin.belgium.be>
bernard.quintin@quintin.belgium.be

Olivier Schotte
Porte-parole (FR)
+32 488 48 93 83
olivier.schotte@ibz.be

Veli Yüksel
Porte-parole (NL)
+32 477 34 41 41
veli.yuksel@ibz.be

Vanessa Matz, ministre l'Action et de la Modernisation
publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction
publique, de la Gestion immobilière de l'Etat, du Numérique
et de la Politique scientifique
Avenue de la Toison d'Or 87
1000 Bruxelles
Belgique
<https://matz.belgium.be>
info@matz.fed.be

Delara Pouya
Porte-parole (FR)
+32 474 05 63 60
delara.pouya@matz.fed.be

Bart Tierens
Porte-parole (NL)
+32 494 48 85 71
bart.tierens@matz.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Modifications dans le cadre de la réforme de la pension de maladie des fonctionnaires

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à stimuler la réintégration des agents du secteur public en incapacité de travail par l'employeur.

L'avant-projet s'inscrit dans une réforme plus large de la pension de maladie des fonctionnaires, dont le régime de pension pour inaptitude physique est supprimé à partir du 1er avril 2026. L'avant-projet vise à anticiper les conséquences de cette suppression, notamment le transfert massif des fonctionnaires inaptes vers le régime des indemnités de l'assurance soins de santé et indemnités.

Pour cette raison, il est proposé de modifier la loi du 20 juillet 1991 en adaptant le mode de calcul des cotisations dues par les employeurs publics en cas de fin de travail anticipé pour raisons médicales.

Le nouveau mécanisme de calcul permet une cotisation significativement plus élevée, en tenant compte de la période restante jusqu'à l'âge légal de la pension, majorée d'un coefficient de responsabilisation. Il introduit ainsi une augmentation, certes plafonnée, visant à responsabiliser les employeurs et à les inciter à renforcer leurs efforts en matière de réintégration des fonctionnaires déclarés inaptes.

L'avant-projet est transmis pour avis à l'Autorité de protection des données et au Conseil d'État.

Avant-projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



Frank Vandebroucke, Vice-premier ministre et ministre des
Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte
contre la pauvreté

Rue de la Loi 23

1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Fixation des pourcentages des montants minimums du financement alternatif du régime des travailleurs salariés

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke et du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant les nouveaux pourcentages et les nouveaux montants minimums du financement alternatif du régime des travailleurs salariés.

Le projet vise à modifier le nouveau pourcentage et les nouveaux montants minimums du financement alternatifs à partir de 2026.

Dans le cadre de l'accord de gouvernement, le gouvernement a pris une série de mesures en matière de réduction des cotisations qui ont un impact sur les cotisations sociales.

Pour compenser l'impact de la perte de moyens pour l'ONSS-Gestion globale, il est indispensable d'en augmenter le financement alternatif à partir de 2026.

Le projet est transmis pour avis au Comité de gestion de la Sécurité sociale.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté
Rue de la Loi 23
1040 Bruxelles
Belgique
<https://vandenbroucke.belgium.be>
info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge
Porte-parole (FR)
+32 479 15 67 58
Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman
Porte-parole (NL)
+32 476 28 83 13
arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse
Porte-parole (NL)
+32 496 47 44 87
billy.buyse@vandenbroucke.fed.be





Jan Jambon, Vice-premier ministre et ministre des Finances et
des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des
Institutions culturelles fédérales
Rue de la Loi 12
1000 Bruxelles
Belgique
<https://jambon.belgium.be>
info@kcfm.be

Caroline Dujacquier
Porte-parole (FR)
caroline.dujacquier@kcfm.be

Pol Van Den Driessche
Porte-parole (NL)
+32 474 97 04 19
pol.vandendriessche@kcfm.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à Conseil des ministres du 19 décembre 2025

Assentiment à l'accord de siège entre la Belgique et l'Organisation Européenne de Droit Public

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de siège entre la Belgique et l'Organisation européenne de droit public (ELPO).

L'EPLO a actuellement son siège à Athènes mais souhaite également ouvrir un bureau à Bruxelles. Cet accord de siège octroie à l'ELPO les privilèges et immunités jugés nécessaires au bon exercice de ses fonctions. Les facilités accordées ne diffèrent pas de celles accordées à d'autres organisations gouvernementales internationales.

Avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'organisation européenne de droit public

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Maxime Prévot, Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement
Rue des Petits Carmes 15
1000 Bruxelles
Belgique
<https://prevot.belgium.be>
info.prevot@diplobel.fed.be

AudreyJacquiez
Porte-parole (FR)
+32 497 16 18 61
audrey.jacquiez@diplobel.fed.be

Laurens Soenen
Porte-parole (NL)
+ 32 471 30 11 90
laurens.soenen@diplobel.fed.be



19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Modifications concernant le travail occasionnel dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval et du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant la réglementation spécifique au travail occasionnel pour les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture.

Plus spécifiquement le projet d'arrêté royal vise à :

1. rendre possible le travail occasionnel dans les secteurs agricoles et horticoles pendant respectivement 50 et 100 jours par le biais du travail intérimaire, au lieu de 30 et 65 actuellement
2. adapter le calcul de l'indexation de la rémunération forfaitaire prise en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale pour le travail occasionnel dans les secteurs agricoles et horticoles comme suit : le montant forfaitaire est indexé annuellement au 1er janvier de chaque année et le premier jour du trimestre qui suit l'augmentation du revenu minimum mensuel moyen garanti (RMMMG), sauf si l'augmentation coïncide avec le début d'un trimestre, auquel cas les rémunérations forfaitaires sont adaptées à partir de ce trimestre
3. apporter quelques modifications techniques dans le texte des articles 33 et 35*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, afin de les mettre à jour à des modifications apportées précédemment

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe



David Clarinval, Vice-premier ministre et ministre de l'Emploi,
de l'Economie et de l'Agriculture

Rue Ducale 61
1000 Bruxelles

Belgique

<https://clarinval.belgium.be>

info@clarinval.belgium.be

Caroline Dubois

Porte-parole (FR)

+32 471 81 84 00

caroline.dubois@clarinval.belgium.be

Koen Peumans

Porte-parole (NL)

+32 473 81 11 06

koen.peumans@clarinval.belgium.be

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des
Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte
contre la pauvreté

Rue de la Loi 23
1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Budget global 2026 pour les frais de fonctionnement des hôpitaux

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un projet d'arrêté royal fixant le budget global pour l'année 2026 pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux.

Le budget global pour 2026 s'élève à 11.750.516.018 euros.

Le projet est soumis à la signature du Roi.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté

Rue de la Loi 23

1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be





19 déc 2025 -18:32

Appartient à [Conseil des ministres du 19 décembre 2025](#)

Modifications des normes des interventions chirurgicales dans le cadre du traitement contre le cancer du sein

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant modification aux normes en matière d'interventions chirurgicales dans le cadre du traitement contre le cancer du sein.

Les modifications incluses dans le présent projet d'arrêté royal :

- prévoient que la disposition limitant la réalisation des interventions chirurgicales aux seules cliniques du sein coordinatrices ne sera applicable qu'à partir du 1er janvier 2027
- apportent la correction technique nécessaire relative à la désignation d'un « nouveau diagnostic de cancer du sein ». Cette correction technique prévoit que, lorsque le premier diagnostic a été posé dans une clinique du sein affiliée et que le patient est orienté vers une clinique du sein coordinatrice pour le premier traitement, ce nouveau diagnostic est attribué à la clinique du sein affiliée. Cette adaptation technique tient compte du rôle révisé des cliniques du sein affiliées

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

Projet d'arrêté royal modifiant les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 26 avril 2007 fixant les normes auxquelles le programme coordinateur de soins oncologiques spécialisé pour le cancer du sein et le programme de soins oncologiques affilié pour le cancer du sein doivent satisfaire pour être agréés

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe





Frank Vandebroucke, Vice-premier ministre et ministre des
Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte
contre la pauvreté

Rue de la Loi 23

1040 Bruxelles

Belgique

<https://vandenbroucke.belgium.be>

info@vandenbroucke.fed.be

Cheryl Isenge

Porte-parole (FR)

+32 479 15 67 58

Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be

Arne Brinckman

Porte-parole (NL)

+32 476 28 83 13

arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be

Billy Buyse

Porte-parole (NL)

+32 496 47 44 87

billy.buyse@vandenbroucke.fed.be

